

groupes ennemis qui se disputent la direction de l'association ont engagé la lutte entre eux à diverses reprises ».

Violamment attaqué par le parti politique, Albert Richard s'est défendu avec ardeur. Il avait donné lecture, au cours de la réunion du 30 mars, de lettres intéressantes du comité central de Londres le maintenant dans ses fonctions de correspondant. Cependant Albert Richard devait donner sa démission. Il déclara ne pas vouloir être « un sujet de discorde pour la société » ¹.

V

Les pouvoirs publics ont toujours pour mission de « veiller ». On ne songe pas encore à la guerre, mais les grèves qui se multiplient inquiètent le préfet. Cependant il est peu rassuré lorsqu'il voit que le bureau de l'*Internationale*, au cours d'une réunion tenue le 8 avril 1870 sous la présidence du tisseur Doublé, ne s'insurgeait pas contre la participation des associations ouvrières lyonnaises à l'exposition projetée pour 1871, à Lyon, une protestation est faite à cette même réunion du 8 avril, par Albert Richard contre cette participation. Le préfet voit là comme un signe évident de l'esprit violent de l'*Internationale* dont, en somme, Albert Richard est et sera de plus en plus le véritable animateur.

Quelques jours après, le ministre de l'intérieur, par une *note confidentielle*, adressée au préfet, ne cachait pas son impression sur le but de l'*Internationale*.

« La *Société internationale*, dit-il au préfet, est décidée à faire appel à la violence pour exciter des désordres. Elle envoie des émissaires dans les centres industriels pour faire cesser le travail. Surveillez les menées de ses agents et veuillez informer le ministre de tous les incidents qui pourraient se produire à cet égard ».

M. Delcourt, commissaire spécial, avait déjà adressé au préfet vingt-huit notices sur des membres de l'association qui étaient l'objet d'une instruction judiciaire comme « prévenus d'affiliation à une association illicite ».

Vingt desdits prévenus furent arrêtés. Les autres se soustrayèrent par la fuite à l'exécution du mandat décerné contre eux. Plus tard, on retrouvera les hommes dont nous avons parlé, devant les juges du conseil de guerre ². Le procès, célèbre à Lyon, de l'*Internationale*, ne saurait être examiné ici. Les personnages plus ou moins fuyants qui venaient apporter leur concours aux grands chefs de la section ou des sections

1. Une courte note de police indique le désir exprimé par Albert Richard de donner sa démission, au cours de la réunion du 24 mars.

2. On sait que les membres de l'*Internationale*, quelques-uns d'entre eux du moins, prirent part aux événements lyonnais du 28 septembre. Ils signèrent, avec Bakounine, l'affiche communiste du 24 septembre 1870. Cette époque de notre histoire lyonnaise est bien connue des Lyonnais. « Les auteurs de la journée du 28 septembre » furent poursuivis et condamnés par le 1^{er} conseil de guerre, le 13 août 1871. Les accusés présents : François Parraton, fut condamné à cinq ans de détention ; Adrien Schettel, à un an de prison. Par contumace Michel Bakounine, Albert Richard, Gaspard Blanc, Saignes, Bastelica, Combe, Cluseret furent condamnés à la déportation dans une enceinte fortifiée (13 août 1871).

Voir sur le séjour de Bakounine à Lyon un article d'Albert Richard (*Revue de Paris*, 1896).